

Numéro 34 - 7 décembre 2019

**Le discours du Trône ouvre la première session  
de la 43e législature**

## **Un échec à donner au Canada un but digne du nom**

**- Hilary LeBlanc -**



- **Le remède à la dépolitisation est de parler en notre propre nom**  
**- Yvon Breton -**
- **L'aviissement du discours politique et la destruction de la politique**  
**- Anna Di Carlo -**

**Le gouvernement albertain intensifie son offensive  
antisociale brutale**

- **Opposons-nous à la diffamation du Dr Dougal MacDonald,  
chargé de cours de l'Université de l'Alberta**  
**- Déclaration du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -**
- **Tout en oeuvre pour vaincre les attaques du gouvernement Kenney  
contre les travailleurs et le tissu social!**

- **Attaques méprisables du gouvernement Kenney contre les enseignants**  
- *Kevan Hunter* -

## **Rejet massif de l'offensive antisociale du gouvernement de l'Ontario en éducation**

- **Enseignants et travailleurs en éducation tiennent une journée de grève à l'échelle de la province**

## **Le sommet de l'OTAN à Londres**

- **La police échoue à contrecarrer la manifestation « Non à Trump, non à l'OTAN »**  
- *Terina Hine, Stop the War Coalition (Royaume-Uni)* -
- **Piquetage à Toronto contre le sommet de l'OTAN à Londres**
- **Les dépenses militaires et l'adhésion du Canada à l'OTAN**

## **Élections générales en Grande-Bretagne le 12 décembre**

- **L'absurdité des propos de Boris Johnson sur le peuple et le parlement**  
- *Workers' Weekly* -
- **L'appel à un véritable changement**

## **Le discours du Trône ouvre la première session de la 43e législature**

### **Un échec à donner au Canada un but digne du nom**

- *Hilary LeBlanc* -

Le gouvernement du Parti libéral au pouvoir a prononcé le 5 décembre son discours du Trône ouvrant la 43e législature du Canada. Comme c'est la coutume pour les partis cartels au pouvoir, le discours du Trône parle en termes vagues de ce que le gouvernement fera ou ne fera pas.

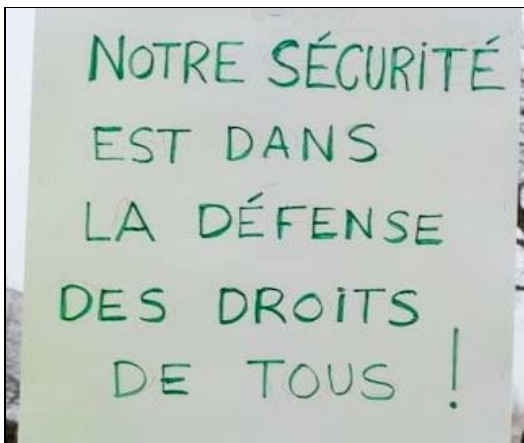
Une caractéristique du Parti libéral dans le système de partis cartellisés est qu'il sert à démobiliser ceux qui se battent pour affirmer leur droit de contrôler les décisions qui les affectent et à les décourager de participer à la politique. Le Parti libéral insiste pour que le peuple lui cède ses droits politiques, se démobilise et se prive de toute organisation et participation politiques actives.



Le discours du Trône parle de réconciliation avec les peuples autochtones et du fait que le gouvernement fournira de l'eau potable, conclura les enquêtes sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et réglera d'autres problèmes urgents. Dans toutes ces promesses, il refuse de reconnaître que le consentement, la participation active et le contrôle des peuples autochtones sont nécessaires pour enquêter et prendre des décisions sur les questions qui affectent leur vie. Les peuples autochtones exigent le contrôle de leur vie et de leur territoire, et ils

veulent des relations de nation à nation avec le Canada. Ils ne veulent pas l'oppression continue et le paternalisme étouffant du colonialisme et de la *Loi sur les Indiens* qui permettent à l'oligarchie financière mondiale de voler leurs ressources, de ruiner leurs terres et de les priver du droit de contrôler leurs affaires et d'ouvrir la voie à un avenir prospère.

Dans le même ordre d'idées, le discours promet certains programmes sociaux et services publics aux Canadiens, mais il prend garde de n'encourager personne, surtout en Ontario et en Alberta, à s'engager activement dans la lutte contre l'offensive antisociale des gouvernements provinciaux. Il n'énonce pas de mesures concrètes pour établir le système national de garderies tant attendu, dont l'absence est une honte dans une économie moderne. Il ne fait aucune mention des graves inégalités, de la pauvreté et de l'insécurité qui s'aggravent au Canada en raison de la dictature et du contrôle de l'oligarchie financière mondiale sur toutes les affaires politiques et économiques et de la tendance destructrice à l'enrichissement des riches et à l'appauvrissement des pauvres. Le discours du Trône ne reconnaît pas les priorités du peuple, qui demande que le gouvernement arrête de payer les riches et augmente les investissements dans les programmes sociaux et les services publics.



Le discours du Trône parle beaucoup des changements climatiques, mais refuse encore de reconnaître que pour réaliser des mesures concrètes sur ce front, le peuple doit avoir le pouvoir de prendre des décisions qui humanisent l'environnement naturel et de restreindre le droit des monopoles de polluer. Le discours du Trône transforme la lutte contre les changements climatiques en stratagèmes pour payer les riches, en cadeaux pour les monopoles mondiaux de l'automobile qui produisent et vendent des « véhicules zéro émission », tandis que les « entreprises de technologies propres » reçoivent des

fonds publics pour construire leurs empires privés.

Le discours du Trône fait fi du besoin urgent de faire du Canada une zone de paix et de sortir le pays des alliances militaires agressives dominées par l'impérialisme américain qui ont empêtré le Canada dans son économie de guerre, dans ses guerres constantes et dans sa quête de domination du monde.

Le peuple est de moins en moins dupe des énoncés de politique du Parti libéral et des discours sans lendemain qui servent à le démobiliser, à le décourager de s'organiser et d'entreprendre des actions avec une analyse pour résoudre les problèmes économiques, sociaux et politiques tels qu'ils apparaissent dans leur réalité concrète. Le peuple veut être politique et habilité à réaliser un renouveau démocratique et à donner une nouvelle orientation prosociale à l'économie qui le favorise, à humaniser l'environnement social et naturel et à faire du Canada une zone de paix.

---

## **Le remède à la dépolitisation est de parler en notre propre nom**

**- Yvon Breton -**

Le discours du Trône rappelle à quel point les institutions démocratiques du Canada sont dépassées et en mal de renouveau. Il est lu à partir du trône d'un monarque condescendant

représenté par la gouverneure générale, un poste colonial anachronique qui représente la reine d'Angleterre, qui est toujours officiellement le chef de l'État au Canada. Bien sûr, tout cela est dans la forme, mais la raison pour laquelle cette forme est conservée est qu'elle permet de cacher qu'aujourd'hui la prérogative royale est exercée par le biais des pouvoirs du premier ministre tandis que le véritable pouvoir de décision appartient à l'oligarchie financière. Le peuple n'est le décideur souverain ni dans la forme, ni dans le contenu.

La réalité de qui décide se reflète dans le discours du Trône prononcé le 5 décembre au nom du gouvernement minoritaire libéral issu de l'élection du 21 octobre. Le discours donne les grandes orientations du nouveau gouvernement pour la session parlementaire qui s'amorce, mais il n'exprime aucune conscience du fait que les Canadiens ont refusé de donner à ce gouvernement le mandat de faire ce qu'il veut et surtout de continuer de faire ce que les libéraux font depuis quatre ans. Pour chaque mesure présentée, il est dit que « le gouvernement continuera » de faire ceci et cela. L'expression « le gouvernement continuera » est répétée 19 fois. La question de savoir comment ce gouvernement minoritaire, dirigé par un parti qui a recueilli moins de 35 % des suffrages exprimés, fera en sorte que les mesures qu'il prend et l'orientation qu'il donne à l'économie et au pays représentent ce que les Canadiens veulent n'est pas abordée dans le discours.



Le gouvernement affirme que l'élection du 21 octobre a donné aux partis cartels « un mandat du peuple canadien », qui est de « lutter contre les changements climatiques, renforcer la classe moyenne, parcourir le chemin de la réconciliation, assurer la santé et la sécurité des Canadiens et placer le Canada en position favorable pour assurer sa réussite dans un monde incertain ».

Aucune des mesures annoncées dans le discours ne répond aux demandes que les travailleurs, les jeunes, les femmes et les peuples autochtones formulent par milliers dans des manifestations et autres actions à travers le Canada. Dans la tradition parlementaire canadienne, le discours du Trône s'adresse en réalité aux autres partis au Parlement et aux différentes sections de l'élite dirigeante qu'ils représentent. Il les appelle à s'entendre pour assurer le maintien de leur contrôle sur le pouvoir et les ressources au service des intérêts privés qu'ils représentent. C'est la caractéristique principale du discours du Trône du gouvernement minoritaire de Justin Trudeau.

Le discours du Trône n'a pas besoin d'être voté, car il ne fait qu'exprimer les intentions du gouvernement dans leurs grandes lignes. Selon certaines sources, le gouvernement Trudeau pourrait soumettre ce discours-ci à un vote afin de cimenter une sorte d'alignement avec le NPD et le Bloc québécois pour empêcher une élection qui favoriserait vraisemblablement les conservateurs. Quoi qu'il en soit, un premier vote de confiance est attendu dans la première semaine sur un projet de loi de financement qui permet la poursuite des opérations du gouvernement.

Le chef du Bloc québécois Yves-François Blanchet a immédiatement annoncé que s'il y a un vote, le Bloc votera du côté du gouvernement parce que, dit-il, « les mots sont vagues sur les sujets délicats », ce qui fait que « nous on va en faire ce qu'on veut ». Plus précisément, il a noté que le discours du Trône ne fait aucune mention de projets pétroliers ou d'oléoducs, ce qui aurait peut-être empêché le Bloc de l'appuyer. « Le gouvernement sait très bien sur quoi on va



s'accrocher », a-t-il affirmé.

Le chef du NPD Jagmeet Singh a déclaré que bien que les mesures annoncées dans le discours du Trône « soient insuffisantes », le NPD ne ferme pas la porte à son soutien si le gouvernement « promet plus ». « Nous devons parler, nous avons besoin d'engagements plus fermes, nous avons besoin d'une action concrète pour faire face aux problèmes urgents auxquels les Canadiens sont confrontés », a-t-il déclaré.

Voici certains aspects spécifiques du discours pour permettre au Bloc et au NPD d'appuyer le gouvernement minoritaire lors des principaux votes de confiance :

- Aucune mention du pétrole et des pipelines. Le scénario d'une grande opposition entre ceux qui sont « contre » et ceux qui sont « pour » les oléoducs prend des proportions absurdes, où même la mention du mot est une raison de voter pour ou contre l'agenda du gouvernement. Cela est lié aux tentatives de diviser le corps politique en présentant une caricature dans laquelle les travailleurs des provinces de l'Ouest veulent des oléoducs et rien d'autre tandis que ceux du reste du pays ne supportent pas l'idée.

- La mention de mesures spécifiques suggérées ou précédemment défendues par les autres partis cartels, telles qu'« une réduction d'impôt pour la classe moyenne et ceux qui en ont le plus besoin » et un régime d'assurance-médicaments « afin que les Canadiens puissent avoir accès aux médicaments dont ils ont besoin », un élément que le NPD réclame déjà et au sujet duquel le Québec est ouvert puisqu'il a déjà un régime d'assurance-médicaments.

- La mention de mesures très générales et vagues sur lesquelles tout le monde s'accordera, telles que : « un plan concret de lutte contre les changements climatiques » ; une « réduction de la violence armée » en interdisant les armes d'assaut de type militaire et en mettant sur pied un programme de rachats (« les municipalités et les communautés qui veulent interdire les armes de poing pourront le faire ») ; « le dialogue et la coopération » avec toutes les régions du pays ; un engagement à travailler avec les autres partis et gouvernements pour élaborer un plan d'action nationale et une « stratégie contre la violence fondée sur le sexe » ; et la réconciliation avec les peuples autochtones comme « priorité essentielle de ce gouvernement » qui « continuera d'avancer en tant que partenaire sur le chemin de la réconciliation ».



Il est clair que les libéraux ont déjà déterminé ce que les Canadiens veulent et n'ont donc pas besoin d'écouter les revendications et demandes formulées par les travailleurs, les jeunes, les femmes, les autochtones et d'autres qui se battent contre l'offensive antisociale ou qui réclament leurs droits. Ils vont donc continuer de faire ce qu'ils ont fait durant leur premier mandat. Ils vont continuer de payer les riches et d'exécuter les budgets conçus par les plus hauts échelons de l'oligarchie financière. Ils vont continuer de gouverner en toute impunité tout en jurant défendre les peuples autochtones et les travailleurs en leur promettant des réductions d'impôt. Le gouvernement libéral a déjà clairement indiqué par ses déclarations irresponsables saluant le coup d'État meurtrier en Bolivie qu'il continuerait de s'ingérer dans les affaires intérieures des nations souveraines pour parvenir à un changement de régime en

faveur des intérêts impérialistes américains.

En d'autres termes, le discours du Trône confirme que les travailleurs et tous les Canadiens, Québécois et peuples autochtones doivent continuer de s'organiser pour parler en leur propre

nom, exprimer leurs revendications et leurs préoccupations et indiquer clairement que ni le gouvernement minoritaire ni une coalition de partis cartels à la Chambre des communes n'a le mandat de parler et d'agir en leur nom.



## **L'avilissement du discours politique et la destruction de la politique**

**- Anna Di Carlo -**

Selon le texte faisant autorité du sénateur Eugène Forsey, le discours du Trône « expose les vues du gouvernement sur la situation du pays, ainsi que les lignes directrices qu'il suivra et les projets de loi qu'il déposera ». Le discours du Trône du 5 décembre n'a pas abordé la situation dans laquelle se trouve le pays, en particulier la crise croissante des institutions politiques qui ont perdu la capacité de donner naissance à un gouvernement considéré comme fondé sur le consentement du peuple. Bien au contraire, le discours du Trône proclame que « la pierre d'assise de notre stabilité est notre système parlementaire ». S'adressant aux députés et aux sénateurs, la gouverneure générale dit que leur rôle dans le processus démocratique est à la fois un privilège et une responsabilité et se dit confiante « que vous [les députés et les sénateurs] le comprenez et que vous respecterez les choix et protégerez les droits de tous. Nous sommes au service de tous les Canadiens et Canadiennes. »

Les libéraux prétendent pouvoir deviner la « volonté du peuple » qui, selon le discours du Trône, était d'envoyer un message clair par l'élection d'un gouvernement minoritaire et que le peuple veut que ses parlementaires travaillent ensemble et « mènent à bien un plan qui procure des résultats pour tous les Canadiens ». Il est dit ensuite que les parlementaires ont reçu du peuple canadien un mandat et que ce mandat est, pour reprendre la plus récente interprétation qu'en font les libéraux, un mandat pour lutter contre les changements climatiques, renforcer la classe moyenne, parcourir le chemin de la réconciliation avec les autochtones, assurer la santé et la sécurité des Canadiens.

Leur nouveau refrain pour excuser ce qu'ils ont fait ou n'ont pas fait pendant leur premier mandat est « il reste encore beaucoup à faire ».



Tout au long du discours du Trône revient le message que le gouvernement poursuivra ses stratagèmes pour enrichir les entreprises et continuera d'obéir au diktat des oligarques financiers qui exigent qu'on les rende concurrentielles, c'est-à-dire : « placer le Canada en position favorable pour assurer sa réussite dans un monde incertain ». Le Canada continuera d'être « à la recherche de possibilités pour mettre à profit le commerce, l'ingéniosité et l'esprit d'entreprise canadiens ». De plus, il est clairement indiqué dans ce discours que le gouvernement entend continuer de miner l'état de droit et la souveraineté d'autres pays parce que, dit-il, « les Canadiens comptent sur leurs dirigeants pour défendre les valeurs et les intérêts qui sont essentiels à la prospérité et à la sécurité du Canada – la démocratie, les droits de la personne et le respect du droit international ». Le

gouvernement fait la promesse de renouveler l'engagement du Canada à l'égard de l'OTAN, du maintien de la paix de l'ONU et de l'ordre international fondé sur des règles et de continuer à chercher à obtenir un siège pour le Canada au Conseil de sécurité de l'ONU.

Le discours fait ensuite la promotion du multilatéralisme qui serait la spécialité du Canada : « Le Canada est un artisan de coalitions, et le gouvernement établira des partenariats avec des pays aux vues similaires pour mettre à profit à l'échelle internationale l'expertise du Canada, notamment dans des domaines comme la promotion de la démocratie et des droits de la personne, la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement, ainsi que le développement et l'utilisation éthique de l'intelligence artificielle. »

L'appel aux parlementaires de trouver le moyen de travailler ensemble est réitéré dans la conclusion du discours : « Au cours de cette 43<sup>e</sup> législature, vous serez en désaccord sur de nombreux sujets. Mais, plus souvent encore, vous parviendrez à des consensus. Concentrez-vous sur votre but commun : offrir une vie meilleure aux personnes que vous servez. N'oubliez pas que c'est un honneur de siéger au Parlement. Prouvez aux Canadiens que vous êtes dignes de vos fonctions et que vous êtes des gardiens dignes du Parlement. »

Malgré son insistance sur la collaboration des parlementaires pour régler les problèmes auxquels les Canadiens font face, le discours du Trône vient confirmer que le processus politique n'est plus en mesure de résoudre les rapports entre les électeurs et les élus ou entre les factions rivales de l'élite dominante qui luttent pour le pouvoir. Après beaucoup de grandiloquence sur le Parlement du Canada qui serait « l'une des institutions les plus tenaces et vitales du monde démocratique », le discours du Trône se termine par une formule reprise directement de l'époque médiévale qui a engendré le processus avec lequel les Canadiens sont aux prises aujourd'hui : « Puisse la Divine Providence vous guider dans l'accomplissement de vos devoirs et l'exercice de vos responsabilités. »

### **Le besoin d'un nouveau processus politique qui réponde aux besoins de notre époque**

Le rôle du processus politique actuel est de détruire la source même du pouvoir politique, le corps politique. Cela s'est clairement vu pendant la campagne électorale de laquelle est issu ce gouvernement. La rivalité des partis politiques cartellisés en lutte pour former le gouvernement a abaissé le niveau du discours comme jamais auparavant. Les préoccupations du peuple, les conditions réelles de travail et de vie, n'ont été soulevées et discutées que par des partis comme le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) qui veulent donner à la société un but qui répond aux exigences de notre époque. Ce bas niveau du discours des partis cartellisés n'était pas seulement un facteur d'abrutissement qui contribue à la destruction de la politique. Toute la « campagne » a servi à désorienter le corps politique, ce que personne ne peut accepter.

De plus, au cours de la campagne électorale, la diffamation et des opérations de salissage sans précédent ont été utilisées pour attaquer le corps politique. Le PCC(M-L) n'est pas d'accord avec les positions de Maxime Bernier et de son Parti populaire, mais les attaques violentes gratuites lancées par une entreprise de médias libérale payée par un tiers conservateur montrent le niveau sordide auquel la politique du pays a été abaissée. De la même façon, la méthode de la répétition incessante de commentaires pris hors contexte d'Elizabeth May pour caricaturer sa personnalité, qui a été utilisée par la campagne d'un autre parti pour saper le vote du Parti vert, est totalement honteuse. L'hypocrisie et la corruption de ces pratiques sont telles que le parti et le chef de parti qui ont mené cette campagne prétendent défendre tous ceux qui sont victimes de discrimination tout en n'hésitant pas à utiliser tous les moyens pour diffamer leurs adversaires.

Le PCC(M-L) ne sera jamais d'accord avec cela. Par contraste, son propre appel, qui est d'humaniser l'environnement naturel et social en préservant la dignité du travail, en défendant les

droits de tous et de toutes et en faisant du Canada une zone de paix, donne un but au corps politique et à la société. Cela est d'une importance cruciale parce que de la façon dont les choses se passent au Canada, soit le diktat brutal de l'oligarchie financière internationale continuera de faire des ravages comme cela se produit partout au pays et de façon particulièrement violente aujourd'hui en Alberta, en Ontario et au Québec, soit le peuple répondra à l'appel d'un gouvernement antiguerre qui donnera au Canada une nouvelle orientation de l'économie, de la politique étrangère et de la politique intérieure. Cet appel donne un but digne des peuples canadien, québécois et autochtones parce qu'il rejette l'injustice coloniale, l'exploitation débridée du travail privé de tout droits et les guerres d'agression et d'occupation à l'étranger, tout cela au nom de grands idéaux de paix, de démocratie et de liberté.



La délibération ne peut avoir lieu tant qu'il y a un exécutif qui détient le pouvoir de décision, comme au Canada, qui suit une politique d'apaisement envers les États-Unis, la nation indispensable qui possèdent des armes nucléaires et toute une bureaucratie construite autour de cela, y compris les élections. Le Canada est intégré à la machine de guerre des États-Unis. Le Conseil atlantique de l'OTAN dicte la marche du gouvernement et du parlement et a même pris le contrôle de la « sécurité » et de la surveillance des élections. Cette situation exclut de facto l'idée de délibérations politiques sur la guerre et la paix, le crime et la punition, le commerce international et l'économie nationale. Tout est centré sur les dirigeants et leur manière de voir le monde, et non sur la manière de voir et les préoccupations du peuple.

Un gouvernement antiguerre a un but politique et est soutenu par la politique, par l'information et la politisation du peuple pour qu'il soit celui qui décide. Nous, le peuple, ne voulons pas détruire ces immenses forces productives humaines que la classe ouvrière a produites. Nous voulons que la classe ouvrière les contrôle, afin de libérer cette personnalité démocratique du Nouveau. C'est là l'exigence de notre époque pour ouvrir la voie du progrès et humaniser l'environnement naturel et social.

Dans cet arrangement, le peuple est invité à faire autre chose que d'essayer de se saisir lui-même du pouvoir. À l'ouverture de la 43<sup>e</sup> législature, on lui demande d'examiner attentivement le discours du Trône et de spéculer sur ce qu'il peut attendre du gouvernement. À d'autres moments, on lui dit que l'« autre chose » à faire est de s'assurer que les actions du gouvernement ne violent pas la *Charte des droits et libertés* enchâssée dans la Constitution. Au lieu de s'investir du pouvoir et de s'organiser pour qu'il se saisisse lui-même du pouvoir politique, le rôle du peuple est réduit à former des coalitions et à militer pour le meilleur « new deal vert » surgi d'on ne sait où. Pour surmonter les problèmes auxquels le pays est confronté il suffirait de faire un choix entre les pipelines et l'environnement ou entre la croissance économique et la protection de l'environnement ou d'approuver un nouvel accord avec les États-Unis et le Mexique qui promet de défendre les « valeurs canadiennes ». Et pour lutter pour ces « valeurs » à l'échelle mondiale, le peuple est encouragé à appuyer la participation croissante du Canada aux guerres d'agression dirigées par l'OTAN et les États-Unis sous le prétexte que ces guerres, cette ingérence dans les affaires souveraines d'autres pays et le changement de régime par la violence ramèneront ces peuples à la raison et les convaincront d'adopter les « valeurs canadiennes ».

Le discours du Trône fait partie d'un processus politique en proie à une crise de légitimité. Son objectif est de donner une légitimité à un processus politique qui n'en offre aucune possibilité et qui a besoin d'un renouveau démocratique complet. Le processus politique existant ne sert qu'à



consolider un pouvoir absolu sur le peuple qui est privé de pouvoir. L'époque exige que le peuple s'investisse du pouvoir pour bâtir le Nouveau !



**Le gouvernement albertain intensifie son offensive antisociale brutale**

## **Opposons-nous à la diffamation du Dr Dougal MacDonald, chargé de cours de l'Université de l'Alberta**

**- Déclaration du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -**



***Le Dr Dougal MacDonald n'est pas un négateur de l'Holocauste.  
Mais que dire de ceux qui cherchent à le diffamer ?***

Dans l'affaire des accusations diffamatoires et sans fondement portées contre le Dr Dougal MacDonald, dans lesquelles on insinue qu'il est un négateur de l'Holocauste, nous affirmons catégoriquement que le Dr MacDonald n'est pas et n'a jamais été un négateur de l'Holocauste. Dougal MacDonald a fait des recherches et, s'appuyant sur ces recherches, il s'oppose comme beaucoup d'autres au récit d'un génocide qui aurait été commis en Ukraine par l'État soviétique. Assimiler cette position à la négation de l'Holocauste est socialement irresponsable. Cela rabaisse le niveau de la culture et du discours politiques et désinforme l'opinion publique sur les véritables sujets de préoccupation de la société. Cette diffamation vise à désarticuler la lutte qui se mène dans la société, en particulier en Alberta, contre l'offensive antisociale du gouvernement Kenney. Honte à ceux qui répètent ces propos diffamatoires sans se soucier des faits et en tournant le dos à toute responsabilité sociale.

Quel est le but de ceux qui répètent ces déclarations diffamatoires ? Pourquoi s'attaquent-ils à un professeur de sciences connu pour son intégrité d'enseignant, de syndicaliste et de défenseur des travailleurs, des peuples autochtones et de tous ceux qui se battent pour leur dignité et leur liberté dans le monde entier ?

Le docteur MacDonald est né et a grandi en Alberta. Sa famille a combattu le fascisme pendant la Deuxième Guerre mondiale, contribuant à l'émergence de la personnalité démocratique qui a été codifiée dans les verdicts des procès de Nuremberg et la règle de droit internationale enchâssée

dans la charte fondatrice des Nations unies. S'appuyant sur ses traditions familiales et celles des travailleurs albertains et canadiens, en plus d'être éducateur Dougal MacDonald est devenu un chercheur et journaliste de plein droit dans la bataille pour régler ses comptes à la vieille conscience de la société et ouvrir la voie au progrès. Il a notamment développé des connaissances spécifiques sur le fonctionnement de la machine de propagande nazie, dirigée contre l'Union soviétique et les combattants de la résistance antifasciste dirigés par les communistes, avant, durant et après la Deuxième Guerre mondiale. Il montre comment ceux qui ont mené la guerre froide anglo-américaine contre les peuples du monde dès les années trente se sont approprié la propagande nazie et l'ont propagée.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, le Dr MacDonald a combattu la résurgence de la propagande nazie aux États-Unis, au Canada, en Ukraine et dans toute l'Europe. Ceux qui ont souffert aux mains des hitlériens sont à juste titre préoccupés par ces choses, comme tous ceux qui défendent aujourd'hui la paix, la liberté et la démocratie.

L'insinuation que le Dr MacDonald est un négateur de l'Holocauste est une tentative de l'isoler en suscitant le mépris de ceux qui ne le connaissent pas. Or, la diffamation des forces qui luttent pour la liberté et le progrès est en soi une méthode hitlérienne qu'il ne faut pas laisser passer. Cela importe pour les Canadiens, les Québécois et les autochtones qui veulent s'attaquer à leurs problèmes et à ceux de la société et sont confrontés à la désinformation ou à des calomnies qui sapent leurs efforts.

Le propos diffamatoire « consiste en une matière publiée sans justification ni excuse légitime et de nature à nuire à la réputation de quelqu'un en l'exposant à la haine, au mépris ou au ridicule, ou destinée à outrager la personne contre qui elle est publiée ».

Les propos sans fondement diffusés par les médias officiels et par d'autres canaux peuvent être préjudiciables, voire irréparables pour les personnes diffamées. Mais les actes de ceux qui propagent des propos diffamatoires sont également de notoriété publique. Penser que les gens peuvent être réduits au silence face à une diffamation aussi scandaleuse que celle faite contre le Dr MacDonald, c'est penser que ces règles ne s'appliquent qu'aux autres.

Certaines personnes en position d'autorité ont appelé le public à s'opposer au discours haineux des négateurs de l'Holocauste. Elles le font au nom de la démocratie, des droits humains, de l'intérêt national et de la sécurité du pays. Or, il y a un problème quand ces mêmes autorités qui prétendent s'opposer au discours haineux suscitent insidieusement la peur et la haine non seulement contre le Dr MacDonald, mais aussi contre les syndicalistes, les enseignants et toutes les forces combattant l'offensive antisociale que ces mêmes autorités ont déclenchée contre le peuple et la société.

Nous avons l'intention de discuter de ces questions et de questions connexes avec le public afin de susciter une opposition à la diffamation de M. MacDonald et d'autres. Manifestement, lorsque l'État, ses institutions, les médias et les autorités ne défendent pas l'individu, l'individu n'a pas d'autre recours que d'en appeler à l'opinion publique pour défendre non seulement son droit de conscience et sa liberté de parole, mais aussi la collectivité des droits.

Joignez votre voix à ceux qui dénoncent la diffamation du Dr MacDonald. Envoyez-lui des messages et des lettres de soutien à [DMD@cpcml.ca](mailto:DMD@cpcml.ca).

Au nom du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste),

*Peggy Askin  
Barbara Biley  
Anna Di Carlo  
Pierre Chénier*

Keith Corkill  
Louis Lang  
Peggy Morton  
Steve Rutchinski  
Tony Seed  
Margaret Villamizar



## Tout en oeuvre pour vaincre les attaques du gouvernement Kenney contre les travailleurs et le tissu social!



**Manifestation organisée par le Syndicat des infirmières unies de l'Alberta au Parlement provincial à Edmonton, le 20 novembre 2019, contre les attaques du gouvernement Kenney**

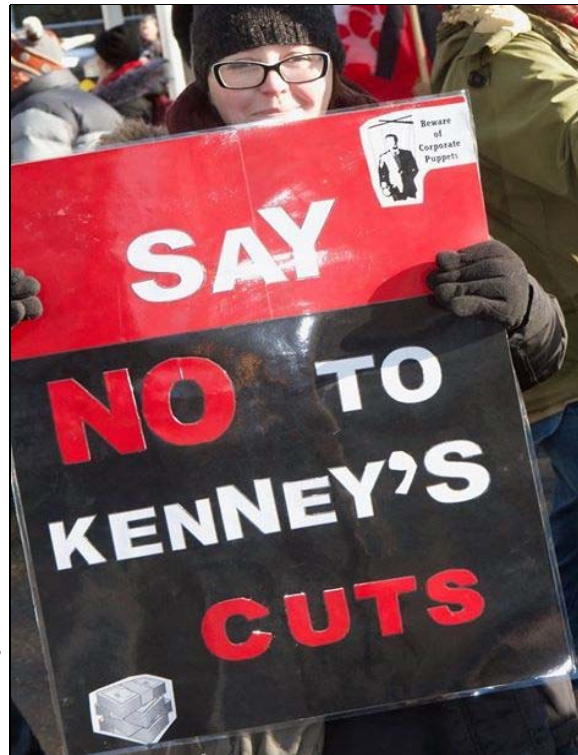
Avec ce que beaucoup décrivent comme des tactiques militaires de « choc et stupeur », le gouvernement de Kenney en Alberta a lancé une vague d'attaques contre les travailleurs et le tissu social de la province. Déclarant avoir reçu le mandat de détruire les programmes sociaux et les services publics, de licencier en masse les travailleurs du secteur public, de voler les pensions, de violer le droit de négocier les conditions d'emploi et de déchirer les conventions collectives déjà signées, le gouvernement du Parti conservateur uni est déchaîné.

Les travailleurs albertains ont démontré leur courage en refusant d'accepter ces attaques comme une nouvelle norme et se sont mobilisés dans un mouvement de résistance qui grandit de jour en jour. Ils refusent de se soumettre au diktat de l'oligarchie financière et de ses larbins politiques sur les affaires qui affectent leur vie. Le monde moderne ne peut être gouverné de manière unilatérale et la classe ouvrière ne peut pas être empêchée d'avoir son mot à dire concernant les importantes décisions économiques, politiques et sociales qui touchent le peuple, la nature et la société. Le consentement des gouvernés est requis sur toutes les questions importantes. Les Albertains montrent qu'ils ne resteront pas les bras croisés pendant que les représentants de l'oligarchie financière bafouent leurs droits et les principes modernes et détruisent ce que le peuple a bâti. Les travailleurs albertains sont déterminés à résoudre en leur faveur les problèmes économiques, politiques et sociaux qui sont apparus avec le développement des forces productives modernes.



Les travailleurs et le mouvement syndical ne sont pas dupes des tentatives de Kenney de détourner leur opposition vers d'autres cibles en parlant d'« idiots utiles » ou en essayant de les engager dans des débats futiles sur des événements passés, peu importe à quel point il a recours à la provocation. Les événements et les personnalités qui comptent sont à l'oeuvre dans le présent et sont jugés par les actions de ces personnalités dans l'ici et le présent. Ou bien ils appuient la lutte du peuple à la défense de ses droits et de son bien-être et sa détermination à se bâtir une vie meilleure ou alors ils appuient les gens comme Kenney qui bafouent les droits de tous et plongent la société dans la grande noirceur.

Kenney et ses acolytes réactionnaires au service de l'oligarchie financière ne parviendront pas à retourner les travailleurs contre eux-mêmes en les incitant contre ceux dont la pensée, les intérêts, la conscience sociale et les organisations sont en contradiction avec sa pensée, ses intérêts, sa conscience antisociale et ses organisations.



Plus Kenney attaque les travailleurs, les programmes sociaux et les services publics, plus les Albertains vont résister et défendre leurs droits. Dans cette bataille, le peuple se donne une voix et formule des plans pour le renouveau démocratique, pour s'investir du pouvoir et pour donner une nouvelle direction prosociale à l'économie. La personnalité démocratique moderne prend forme irrésistiblement dans la défense des droits de tous.



**Manifestation lors du Congrès d'orientation du Parti conservateur uni à Calgary, le 30 novembre 2019, contre l'offensive antisociale du gouvernement Kenney**



# Attaques méprisables du gouvernement Kenney contre les enseignants

- Kevan Hunter -



Rassemblement pour l'éducation à Calgary, le 29 novembre 2019

Pendant que les enseignants, les étudiants et les parents de l'Alberta intensifient leur résistance aux attaques contre l'éducation publique, le gouvernement albertain et ses alliés dans les médias ont accéléré leur campagne d'insultes et de menaces contre les éducateurs et leur désinformation sur ce qui se passe dans les salles de classe de l'Alberta.

Lors d'une période de questions le 27 novembre, le député du Parti conservateur uni (PCU) de Calgary-Fish Creek, Richard Gotfried, a demandé à la ministre de l'Éducation son opinion sur le test de 10e année en Études sociales qu'un parent lui avait envoyé, qui faisait preuve d'une « rhétorique anti-pétrole et anti-gaz troublante » et de ce qu'il a qualifié d'« idéologie de gauche radicale ».

La ministre de l'Éducation Adriana LaGrange, qui était visiblement préparée, a dit que c'était très troublant. « Nos éducateurs ont le devoir de dire la vérité au sujet de notre industrie énergétique responsable. Nous avons dit que nous allons exclure la politique des salles de classes, et c'est exactement ce que nous allons faire », a-t-elle dit à l'Assemblée législative.



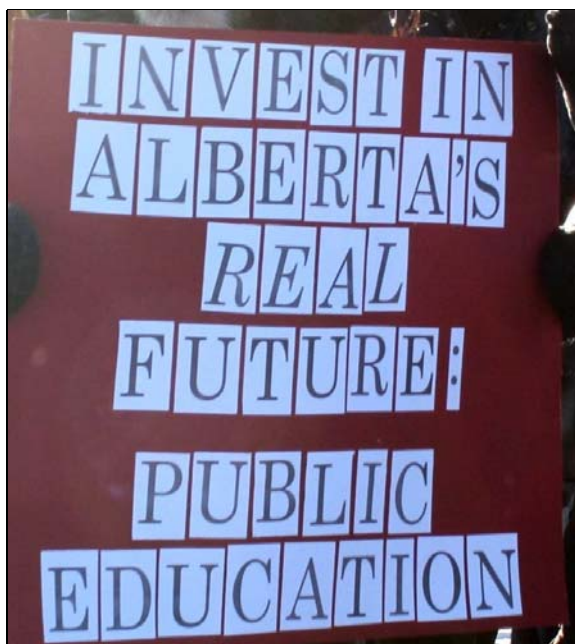
Dans un article publié dans le *Calgary Herald* et le *Edmonton Journal*, l'ancienne chef du Parti Wildrose Danielle Smith a poussé plus loin le discours de LaGrange. Il semble que ce même parent anonyme lui ait aussi envoyé une copie de ce test de 10e année en Études sociales. Après une diatribe contre le communisme, l'Union soviétique et « les enseignants en Études sociales de l'école publique qui semblent avoir une propension au marxisme », Smith a dit : « Ceci n'est pas de l'éducation. C'est de l'endoctrinement. Et ça doit arrêter. » Elle a dit qu'au lieu de préserver les emplois des 300 enseignants des écoles publiques de l'Alberta qui doivent être mis à pied, les

conseils scolaires devraient commencer à congédier les enseignants dont les méthodes ne lui plaisent pas.

Ce ne sont pas les enseignants de l'Alberta le problème, mais bien la ministre de l'Éducation qui est inapte à occuper sa position. Le curriculum d'Études sociales de 10<sup>e</sup> année prévoit que les étudiants doivent être capables de comprendre différents points de vue à propos de la mondialisation, y compris les perspectives environnementales.[1] C'est précisément ce que les questions du test permettent d'évaluer. Les étudiants devraient être capables d'associer un argument spécifique à une position politique plus large, et de comprendre différentes perspectives sur les enjeux, celles des travailleurs, des propriétaires d'entreprises, des peuples autochtones, des gouvernements et des groupes environnementaux.

Comme d'autres personnes l'ont fait remarquer sur des médias sociaux, la suggestion de la ministre d'« exclure la politique » d'un cours consacré à l'étude des questions politiques est aussi absurde et risible que de vouloir « exclure la chimie de la science » ou « exclure l'exercice de l'éducation physique ». Si la ministre est incapable de faire la différence entre comprendre le point de vue de quelqu'un et se faire dire quoi penser, peut-être devrait-elle démissionner ou reprendre ses cours d'Études sociales au secondaire.

On s'attendrait normalement à ce qu'une ministre de l'Éducation connaisse le programme scolaire qui est enseigné aux étudiants, puisque c'est là-dessus que porte la discussion. Mais nous faisons face à une nouvelle normalité, où l'objectif est de fournir un prétexte au saccage de l'éducation publique et de menacer et de faire taire les enseignants et toute opposition.



Depuis sa création en 2017, le PCU, les progressistes-conservateurs qui l'ont précédé et le Parti Wildrose avant lui ont répandu la désinformation au sujet de l'éducation publique, des enseignants et de leur organisation, l'Association des enseignants de l'Alberta (ATA). En 2013, on a utilisé une faible baisse des résultats dans un test standardisé de compétences en mathématiques dans les pays de l'OCDE pour suggérer que l'enseignement des mathématiques était en crise et que la faute en revenait à des méthodes nouvelles d'enseignement basées sur l'« investigation scientifique » et la « découverte » utilisées par les enseignants.[2][3] Cela a servi également à détourner l'attention de l'augmentation de la taille des classes à cause du sous-financement de l'éducation.

En 2016, la députée du Wildrose Leela Aheer, aujourd'hui ministre de la Culture, du Multiculturalisme et du Statut de la femme, a commencé à demander qu'on révèle le nom des 400 enseignants qui ont été mobilisés dans le remaniement du programme scolaire (dont certains aspects remontaient aux années 1980). Cette demande et l'accusation sans fondement que l'examen du programme scolaire avait été fait en secret ont été reprises par Jason Kenney lorsqu'il était dans l'opposition comme chef du Parti progressiste-conservateur et plus tard du PCU. Après l'élection provinciale, le gouvernement a arbitrairement déchiré une entente qui donnait un rôle prédominant aux enseignants de l'Alberta dans le développement du programme scolaire et a créé un panel d'examen du programme dominé par des partisans des écoles privées, des écoles à charte et des écoles confessionnelles, tous sans aucune expérience d'enseignement en ce siècle.[4]

La proposition d'exclure la politique des salles de classe est une diversion. Ce que fait le PCU n'est pas de la politique. Le pouvoir de l'oligarchie financière par le recours aux pouvoirs arbitraires ou pouvoirs de police n'est pas de la politique. Dire, à l'exemple de George Bush, qu'on bien vous êtes avec le PCU et Jason Kenney, ou bien vous êtes un ennemi de l'Alberta et tout ce que vous dites est illégitime, ce n'est pas de la politique. C'est le diktat. La ministre de l'Éducation utilise le pouvoir de l'État pour diviser le corps politique sur la base de l'idéologie et pour forcer les enseignants à accepter, par exemple, que la seule opinion qui peut être discutée au sujet de l'environnement est que l'Alberta possède une « industrie énergétique responsable ». Cela vise aussi à discréditer la résistance qui grandit contre les coupures à l'éducation. Cela ne passe pas.

Cette dernière attaque semble aussi avoir servi de munition à l'ordre du jour du congrès d'orientation du PCU qui s'est tenu du 29 novembre au 1er décembre. L'énoncé politique numéro 15 stipule que le gouvernement albertain « doit mettre en place un 'système de bons d'étude' qui garantira un financement égal par étudiant, quel que soit le choix de l'école. » L'effet désastreux du système de bons d'étude aux États-Unis a été amplement démontré et cela ne doit pas passer. Il crée un système d'éducation à deux paliers, un système pour ceux qui ont les moyens de fréquenter les écoles privées et à charte et un système pour tous les autres.

En défendant l'honneur et la dignité de leur profession, les enseignants défendent leurs droits, ceux de leurs étudiants et les intérêts de notre société. En continuant d'intensifier notre résistance, de parler en notre propre nom, de présenter nos points de vue publiquement et de nous lier aux forces engagées dans la défense de l'éducation publique, nous allons être une force incontournable.

## Notes

1. On peut lire [ici](#) le programme scolaire en Études sociales de 10e année, mis à jour pour la dernière fois en 2005. Les sections les plus importantes sont aux pages 21 à 25.
2. En 2013, les étudiants canadiens étaient au 13e rang dans les pays de l'OCDE. Si on compare les étudiants de l'Alberta à ceux des autres pays de l'OCDE, ils étaient au 11e rang alors qu'ils avaient fini huitième en 2009.
3. Pour une discussion sur les méthodes d'enseignement reposant sur l'« investigation » et la distinction importante entre la « découverte » et l'« investigation », cliquer [ici](#).
4. Pour en savoir plus sur les changements apportés par le renouvellement du programme scolaire, cliquer [ici](#).

(Photos : FO)



---

## Rejet massif de l'offensive antisociale du gouvernement de l'Ontario en éducation

# Enseignants et travailleurs en éducation tiennent une journée de grève à l'échelle de la province

Le mercredi 4 décembre, des membres de la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO) de la maternelle à la 12e année et à l'éducation aux adultes ont entamé une journée de grève à l'échelle de la province.<sup>[1]</sup> Des lignes de piquetage ont été dressées à l'extérieur des écoles, des bureaux administratifs des conseils scolaires et des



bureaux de circonscription du premier ministre Doug Ford, du ministre de l'Éducation Stephen Lecce et de députés provinciaux progressistes-conservateurs de la province.



**Ligne de piquetage devant les bureaux du Conseil du district scolaire de Toronto, le 4 décembre 2019**

Depuis le 26 novembre, les enseignants du secondaire et le personnel de soutien représenté par la FEESO ont procédé à un retrait limité de services n'affectant que les initiatives du gouvernement ou des conseils scolaires, ont tenu des piquets d'information en dehors des heures de travail, ont également parlé aux gens et distribué des tracts dans leurs communautés pour expliquer leur opposition aux coupures que le gouvernement veut instaurer et leurs conséquences pour les étudiants.

En plus de fermer les écoles secondaires pour la journée, de nombreux conseils scolaires publics ont fermé leurs écoles primaires. Certains conseils catholiques ont également fermé leurs écoles, car la FEESO représente le personnel de soutien dans un large éventail de catégories d'emplois dans les écoles secondaires et primaires dans tous les conseils scolaires. Là où leurs écoles étaient fermées, les enseignants du primaire et les travailleurs de l'éducation représentés par d'autres syndicats, notamment la Fédération des enseignantes et des enseignants de primaire (FEEO), l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens (OECTA), le personnel de soutien représenté par le Syndicat canadien de la fonction publique, le syndicat des employés des services publics de l'Ontario, Unifor et d'autres organisations se sont fait dire de se présenter au travail. Bien que le SCFP ait annoncé que ses membres ne franchiraient pas les lignes de piquetage de la FEESO, le 2 décembre, la Commission des relations de travail de l'Ontario a ordonné au SCFP d'informer ses membres que le refus de franchir une ligne de piquetage pourrait constituer une participation à une grève illégale et faire l'objet de mesures disciplinaires, d'amendes, de sanctions et de poursuites, étant donné que le SCFP a signé une convention collective en vigueur.



Cela n'a pas empêché le SCFP et d'autres syndicats de montrer leur solidarité avec leurs confrères en grève. Ils ont amené leurs drapeaux et se sont joints aux lignes de piquetage avant de commencer le travail ou durant la pause du midi.





**L'exécutif de la FEEO en solidarité avec la grève de la FEESO**

Les parents, les membres des syndicats de différents secteurs et d'autres qui ont apprécié la position des enseignants et des travailleurs de l'éducation sont également venus pour exprimer leur voix à la demande que le gouvernement annule ses coupures néfastes dans l'éducation. Ceux qui ont participé ou visité les lignes de piquetage ont souvent fait remarquer la bonne humeur et la camaraderie qui prévalaient. Cela a également été mis en évidence dans les nombreuses photos et vidéos publiées sur les réseaux sociaux provenant des villes et communautés de toute la province. Sans aucun doute, cette humeur optimiste a contribué à la confiance des gens qui se sont battus pour une cause juste et qui se sont mobilisés pour faire savoir au gouvernement que non, c'est non ! était la bonne chose à faire.



**Rassemblement du Réseau d'action des parents de l'Ontario en solidarité avec les enseignants et les travailleurs de l'éducation à l'approche de l'échéance pour la grève, le 3 décembre 2019**

Depuis, l'OECTA a engagé un processus de conciliation avec le gouvernement qui s'est avéré un échec, alors que le conciliateur a déposé un rapport recommandant de ne pas instituer de commission de conciliation le 5 décembre. Les enseignants catholiques qui ont voté à plus de 97 % en faveur de la grève seront en mesure de déclencher une grève légale à partir du 21 décembre.

Dans un communiqué, la présidente de l'OECTA, Liz Stuart, affirme : « Comme il est devenu très clair cette semaine, les Ontariens reconnaissent que le gouvernement Ford n'écoute pas leurs préoccupations ou ne traite pas l'éducation financée par l'État avec le respect qu'elle mérite. Ce non à la conciliation devrait servir de nouvel appel au réveil pour le premier ministre Ford et le ministre Lecce qu'il est temps de se mettre d'accord. Notre Association a prévu deux jours de négociation cette semaine et deux autres la semaine prochaine. Nous espérons sincèrement que l'équipe de négociation du gouvernement viendra à la table avec le mandat d'abandonner les coupures et de parvenir à un accord. »



L'Association des enseignants et des enseignants franco-ontariens, qui représente les enseignants des écoles de langue française de l'Ontario, tiendra un vote de grève plus tard ce mois-ci.

Pembroke



Kingston



Bancroft





Belleville



Pickering



North Bay



Espanola





## Sudbury



## Thunder Bay



## Manitoulin





Keswick



Richmond Hill



Toronto, Jarvis Collegiate





Toronto, George Harvey, CI



Etobicoke, bureau de circonscription du premier ministre Doug Ford



Etobicoke, Lakeshore Collegiate





Mississauga, TL Kennedy



Mississauga, école secondaire parc Cawthra; Mississauga, école secondaire John Fraser



Région de Peel



Woodbridge





## Orangeville



## Milton



## Guelph



## Waterloo





London



Tilbury



Kingsville



Windsor





## Solidarité des enseignants du primaire à Windsor



### Note

1. « Les éducateurs de l'Ontario disent Non! au diktat du gouvernement: Grève provinciale d'un jour », Forum ouvrier, 4 décembre 2019

(Photos : LML, FEESO, districts 3, 9, 10, 18, 19, 28 de la FEESO, FEEO, H. Giroux, A.C. Healey, T. Watt, R. Judd Archer, J. West, @whitewater24, V. Stobey, Dee YYY, H. Bischof, UFCW, S. Kinzett, J. Burne, PSSP Halton, M. Frost, C. Fusco, M. Hradowy, S. Srdanov, P. Caccamo)

## Le sommet de l'OTAN à Londres

# La police échoue à contrecarrer la manifestation « Non à Trump, non à l'OTAN »

- Terina Hine, Stop the War Coalition (Royaume-Uni) -



Londres, 3 décembre 2019

Des milliers de personnes se sont rassemblées mardi soir [3 décembre] pour participer à la manifestation Non à l'OTAN alors que les dirigeants de l'OTAN se réunissaient pour le 70e anniversaire de l'organisation. La visite d'un président américain au Royaume-Uni au milieu d'une campagne électorale générale est sans précédent et des manifestants sont venus en force en cette froide soirée de décembre pour faire connaître leurs sentiments. Non seulement les manifestants antiguerre ont-ils bravé le froid, mais il y avait également un important contingent de travailleurs du National Health Service ainsi que des médecins et des infirmières, pour rappeler que les services de santé publics ne sont pas à vendre.

Des discours galvanisants ont été prononcés devant la foule en fin d'après-midi. Reiner Braun du Bureau international de la paix et Medea Benjamin de Code Pink ont donné un aperçu de la façon dont l'OTAN est perçue en Europe et aux États-Unis ; des représentants des Kurdes à Londres ont protesté contre les récentes atrocités [du président turc Recep Tayyip] Erdogan contre les Kurdes, tandis que Tariq Ali et Lindsey German de Stop the War ont parlé de Trump et de la soi-disant « relation spéciale » entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Kate Hudson (Campagne pour le désarmement nucléaire) a parlé de l'impact dévastateur et de l'escalade du coût des armes nucléaires. Les uns après les autres, les orateurs ont mis en évidence que l'OTAN est une force pour la guerre et non pour la paix et que Trump et tout ce qu'il défend sont détestés du public britannique.



La manifestation qui a commencé à Trafalgar Square et devait se rendre au palais de Buckingham en passant par le centre commercial à temps pour l'arrivée des dirigeants de l'OTAN qui assistaient à une réception donnée par la reine. Mais l'intervention policière a perturbé la marche et le rassemblement. En refusant de fermer les routes au point de rassemblement de Trafalgar Square et en bloquant deux fois la route alors que des milliers de personnes avançaient dans les rues du centre commercial, la police a réussi à empêcher les manifestants d'accueillir les invités de la reine à leur arrivée.

Détenus pendant quarante minutes dans les rues du centre commercial, les manifestants se sont fait dire par la police à cheval qu'ils étaient retenus pour leur propre sécurité, mais il était parfaitement clair que la sécurité de la foule était son dernier souci. La foule a été entassée dans un petit espace étroit, se faisant dire à plusieurs reprises de « cesser de pousser » bien qu'il n'était guère possible de bouger, et lorsqu'une manifestante a paniqué, le policier à qui elle demandait de l'aide s'est moqué d'elle. Une fois passé le « danger » d'être dans la ligne de mire des dignitaires de passage, les manifestants ont été autorisés à se rendre au Palais où encore plus de policiers et une poignée de partisans de Trump ont été autorisés à saluer leur héros.

Pour ne pas être découragés, les manifestants ont continué et attendu la fin de la réception pour pouvoir faire entendre leur voix. Ils n'ont peut-être pas vu ou entendu la manifestation à leur arrivée au Palais, mais avec les tambours, les trompettes et les sifflets des manifestants, les dirigeants de l'OTAN ne pouvaient manquer de les remarquer lors de leur départ.

De retour à Trafalgar Square, l'événement organisé par le groupe R3 Soundsystem sous le thème « Musique de danse contre Trump » battait son plein. Des danseurs bloquaient la rue et la musique réverbérait jusqu'à Whitehall au moment de la rencontre entre Trump et Johnson à Downing



Street. Des bâtons lumineux et des pancartes avec les slogans *Dump Trump* et *Non à l'OTAN* étaient bien visibles et projetés vers le haut au rythme de la musique. C'était la troisième visite de Trump à Londres et son troisième accueil londonien. Espérons que ce sera sa dernière.





## Glasgow, Écosse



## Édimbourg, Écosse



(Le 4 décembre 2019, traduit de l'anglais par LML. Photos : Stop the War (UK), CND, Another Europe, Keep NHS Public, S. Bell, L. Cooper, Independence Live, Scrap Trident.)



## Piquetage à Toronto contre le sommet de l'OTAN à Londres

Un piquet d'information a eu lieu le 3 décembre devant le siège de l'Association canadienne pour l'OTAN, au centre-ville de Toronto, en solidarité avec les dizaines de milliers de manifestants rassemblés à Londres pour s'opposer au sommet de l'OTAN dans cette ville et réclamer l'abolition de l'OTAN. L'action de Toronto a été organisée par Voix des femmes canadiennes pour la paix et comprenait des activistes du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), de Bayan Canada et d'autres. Ils ont crié des slogans, diffusé de l'information et appelé à la fin de l'OTAN qui est engagée depuis 70 ans dans des guerres et des agressions partout au monde au service de l'impérialisme anglo-américain.



Les participants ont crié des slogans tels que *Non à l'OTAN !, Canada, hors de l'OTAN !, Pas un cent pour l'OTAN !, Mettons fin aux guerres qui détruisent l'environnement !, Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre !, Faisons du Canada une zone de paix, OTAN, hors d'Amérique latine* et d'autres qui appellent à interdire l'OTAN dans différentes régions du monde. De nombreux passants ont exprimé leur appui à l'action en levant le pouce ou le poing en signe d'appui.

À la fin de l'événement, Tamara Lorincz de Voix des femmes canadiennes pour la paix a remercié toutes les personnes et les organisations qui participent à cette ligne de piquetage mensuelle depuis les douze derniers mois. Elle a dit qu'elle avait organisé ces piquets mensuels à l'extérieur du bureau de l'Association canadienne pour l'OTAN lors de son 70e anniversaire pour souligner le travail que faisait cette organisation, financée par des fabricants d'armes américains, pour justifier l'ordre du jour de l'OTAN au Canada et miner la demande du peuple canadien d'exiger que le Canada défende la paix dans le monde. Elle a souligné que le gouvernement canadien contribue des dizaines de milliards de dollars à la promotion et la justification du militarisme et de la guerre au Canada, notamment en contribuant au budget de l'OTAN. Cet argent pourrait être utilisé pour répondre aux besoins sociaux pressants des Canadiens et investir dans la protection de l'environnement. Elle a appelé chacun à intensifier son travail au début de l'année pour exiger la fin de l'OTAN, comme le faisaient les manifestants lors du sommet de Londres à ce moment précis. Tamara a appelé le gouvernement Trudeau à cesser de s'immiscer dans les affaires des autres pays et à nouer des relations pacifiques avec eux.

Les participants ont exprimé leur détermination à intensifier leurs efforts pour s'opposer à l'OTAN et contribuer à faire du Canada une zone de paix.







(Photos : LML)



## Les dépenses militaires et l'adhésion du Canada à l'OTAN

Le Canada est membre d'une alliance militaire agressive appelée Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Les États-Unis sont le membre dominant de l'OTAN et exigent que l'alliance militaire serve leur quête de domination mondiale et contribue à leur économie de guerre.

Tous les membres de l'OTAN se sont engagés à consacrer 2 % de leur produit intérieur brut annuel à leurs forces armées. Le quartier général de l'OTAN estime que le gouvernement canadien consacre 1,31 % de son PIB aux forces armées. Pour 2018, cela s'est élevé à 29,206 milliards de dollars canadiens. Le gouvernement canadien a déclaré que ses dépenses militaires progressaient vers l'objectif de 2 %.

L'OTAN et en particulier les États-Unis souhaitent que le Canada atteigne immédiatement l'objectif de 2 % du PIB. Pour 2018, deux pour cent du PIB du Canada s'élevaient à 44,589 milliards de dollars.

Outre l'augmentation de la capacité agressive de l'OTAN, l'augmentation des montants alimenterait davantage l'économie de guerre des États-Unis. Les équipements militaires, en particulier le matériel coûteux tels que les avions de chasse, les missiles, les chars d'assaut, etc. sont nécessaires pour répondre aux normes de l'OTAN. Les États-Unis établissent ces normes et, dans une large mesure, celles-ci ne peuvent être respectées que par l'achat d'équipement militaire américain.

L'écart entre les dépenses militaires annuelles réelles du Canada (1,31 % du PIB) et le pourcentage demandé (2 % du PIB) était de 15,383 milliards de dollars en 2018. L'économie de guerre impérialiste américaine veut que ce montant accru soit dépensé pour du matériel aussi coûteux que l'avion de chasse F-35 fabriqué aux États-Unis par Lockheed Martin et que le Canada n'a pas encore acheté.

Le fait que le Canada n'a pas atteint l'objectif convenu de 2 % de dépenses militaires explique en partie la colère du président américain envers les membres de l'OTAN, qu'il dénonce comme « des délinquants » ou, dans le cas du Canada, « légèrement délinquant ». Le président américain représente les intérêts d'une partie dominante de l'oligarchie financière américaine, de l'économie de guerre de ce pays et de sa quête de domination mondiale.

L'adhésion à l'alliance militaire agressive n'est pas dans l'intérêt du peuple ou de l'économie du Canada, des États-Unis ou du monde. Le Canada devrait se retirer immédiatement de l'OTAN et de

toutes les alliances militaires qu'il a avec l'impérialisme américain, cesser tout achat d'équipement militaire américain, prendre des mesures pour soustraire son économie de l'économie de guerre des États-Unis et faire du Canada une zone de paix.



---

**Élections générales en Grande-Bretagne le 12 décembre**

## **L'absurdité des propos de Boris Johnson au sujet du peuple et du parlement**

**- Workers' Weekly -**



**Grande manifestation contre le gouvernement à Parliament Square, à Londres, 9 septembre 2019**

Dans son appel aux élections générales, Boris Johnson a déclaré que le problème auquel est confronté le peuple britannique est qu'il n'est pas représenté par le parlement, ce qui est tout à fait véridique. Selon la logique qui sous-tend la tradition parlementaire britannique, l'élection de membres du parlement fait d'eux des représentants de la personne d'État, la reine d'Angleterre. La personne d'État règne sur le peuple. En d'autres mots, la démocratie est divisée entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés. Le rôle du citoyen est simplement de mettre un « X » sur le bulletin de vote lors d'une élection et d'indiquer qu'il autorise quelqu'un d'autre à parler en son nom, bien qu'il n'exerce aucun contrôle sur cette personne.

Mais, bien sûr, ce n'est pas là le problème auquel se réfère Boris Johnson lorsqu'il déclare que ces élections opposent « le peuple au parlement ». Loin de proposer comment le peuple peut être investi du pouvoir décisionnel pour qu'il puisse parler en son propre nom, Johnson prétend que la coalition de Theresa May et du DUP et, par la suite, son propre gouvernement minoritaire, sont « résolument du côté du peuple ». Le seul fait de prétendre que le recours de son gouvernement à la prérogative royale pour se débarrasser de voix dissidentes représente « le peuple » est d'un tel ridicule qu'il ne mérite pas qu'on s'y attarde. C'est un secret de polichinelle que le gouvernement de Boris Johnson est au service des nantis et qu'il est incapable de résoudre les contradictions dans les rangs des nantis pour que ceux-ci puissent avoir le beurre et l'argent du beurre. Nous sommes loin des besoins d'une économie britannique qui sert le peuple britannique.

Non seulement l'assertion de Boris Johnson que son gouvernement représente le peuple est-elle fausse, mais elle est une parodie de ce que devraient être les relations parlementaires. Le



gouvernement en tant que tel est en relation avec l'ensemble du parlement qui est le lieu où les décisions sont sensées se prendre puisque la Chambre des communes est sa principale composante. Le parlement est un ensemble - toutes ses parties forment un tout et chaque partie ne peut être isolée de sa relation avec l'ensemble. À quelle fin opposer une composante de la relation à une autre, selon M. Johnson ?

Comment est-il possible que le gouvernement puisse prétendre être séparé du parlement qui doit représenter « les communes » ? Le gouvernement n'est-il pas une composante intégrale des « communes » ? De toute évidence, M. Johnson dit n'importe quoi. Son discours manque de cohérence, ce qui est normal dans son cas. Mais le fait d'avouer qu'à la Chambre des communes on refuse d'y admettre « les gens du peuple » met en relief le fond de l'histoire - le gouvernement ne gouverne pas avec le consentement des gouvernés. Il s'agit là d'un grave problème qui mérite une attention du premier ordre. Imaginons pour un instant que le parlement actuel est un ensemble musical et que l'harmonie de l'ensemble a fait place à une rivalité entre les instruments. Les sons produits sont stridents et dissonants et la cacophonie est telle que personne ne veut les entendre.

Évidemment, le fait que le parlement est un ensemble et qu'il doit être traité comme tel ne signifie pas que nous appuyons l'ensemble tel qu'il existe. Le parlement ne cherche aucunement à résoudre les graves problèmes auxquels le corps politique est confronté en ce moment. Aussi, en dépit du manque d'harmonie et de la discorde, les commentateurs médiatiques et les partis cartels agissent comme si la situation était « normale », et que le peuple n'a qu'à l'accepter comme telle. Plutôt que d'activer le peuple pour qu'il prenne contrôle de la situation, on tente par tous les moyens de le détourner des vrais problèmes auxquels il fait face afin qu'il ne puisse leur trouver des solutions viables. L'avenir est dépeint comme étant très sombre, et c'est ce qui se produit lorsque l'imagination politique ne s'attarde pas à ce qui se passe au moment présent.

Tant que ce qu'on appelle les soi-disant institutions démocratiques ne peuvent répondre aux exigences des conditions d'aujourd'hui, les besoins du peuple et les sérieux problèmes auxquels lui et la société sont confrontés iront en s'intensifiant. La question fondamentale de qui cette démocratie représente continuera d'empêcher de trouver une issue à l'impasse qui existe aujourd'hui puisque le rôle du peuple en est réduit à un de spectateur et à autoriser d'autres à parler en son nom. L'appel au changement doit avoir comme cible un changement dans cette relation entre le peuple et le parlement.

*Workers' Weekly est une publication du Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste).*

*(30 novembre 2019. Photos: WW. Traduction: LML)*

---

## L'appel à un véritable changement



Les efforts du peuple vont dans le sens d'un véritable changement, comme l'affirme le manifeste du Parti travailliste. Cependant, comment la question d'engendrer un réel changement se pose-t-elle alors que les conditions exigent un tel changement, mais que le peuple continue d'être divisé entre différentes factions de la classe dominante qui rivalisent pour le pouvoir ? Aussi longtemps qu'il en sera ainsi, le véritable changement tant désiré par le peuple demeurera vague et insaisissable.

La volonté de la classe ouvrière britannique est d'avoir un Parti travailliste qui ne fait pas partie du statu quo, ce qui nécessite de mettre fin aux factions au sein du Parti travailliste lui-même et d'autres partis qui appuient un ordre du jour néolibéral et le statu quo du pouvoir et des privilèges, ce que représente le parlement aujourd'hui. C'est cet ordre du jour de payer les riches dont les factions veulent tirer avantage qui est la source des ravages dans l'économie britannique en ce moment. La classe dirigeante a privatisé les systèmes de santé, d'éducation et des services publics, ainsi que le transport, et cédé d'autres secteurs de l'économie à la production de guerre et aux oligopoles qui maraudent dans tous les pays du monde pour redorer le blason de la Grande-Bretagne, des États-Unis ou d'une autre grande puissance.

Le changement que les conditions requièrent nécessite le remplacement des formes actuelles qui servent à maintenir le peuple à l'écart du pouvoir décisionnel. Ce changement doit commencer par la défaite de Boris Johnson et de sa clique et en envoyant un message clair à quiconque formera le prochain gouvernement que le peuple condamne les rivalités factionnelles au sein des partis et entre les partis.

Dans cette élection, empêchons les conservateurs de former un gouvernement, seul ou en alliance avec le Parti unioniste démocrate (DUP), ou en formant une coalition avec un autre parti. Aussi, tous ceux qui sont en mesure de le faire doivent tout mettre en oeuvre pour défaire le DUP et lutter pour une nouvelle cohérence. Que les élections servent à sortir de l'impasse en ne permettant pas que puisse se perpétuer le statu quo de factions qui s'entredéchirent. Ces rivalités intéressées montrent clairement que ces factions ne représentent pas les intérêts du peuple. Il faut les rejeter ! Voilà le premier pas dans la lutte pour un réel changement, un changement dont la perspective est vaste et dans l'intérêt du bien de toute la société.

*(Workers' Weekly. Photos: WW. Traduction: LML)*



---

**(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)**

**PDF**

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**